

Déclaration de la Société Civile de la province du Nord-Kivu sur la situation qui prévaut en RDC en général et provinces du Nord et du Sud-Kivu en particulier à l'attention de son Excellence Monsieur le Président de la R.D.Congo

Société Civile du Nord-Kivu
Coordination Provinciale
B.P 781 Goma, RD Congo
Tél : 0813132070, 08626844, 98584420
E- mail : jluneno@yahoo -fr
03.06.04

Nous, membres de la Société Civile de la Province du Nord-Kivu en République Démocratique du Congo, réunis en session extraordinaire en date du 03 juin 2004, avons passé en revue la situation qui prévaut sur toute l'étendue de la RDC en général et dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu en particulier. A l'issue de ces assises nous avons constaté avec amertume que:

1. Le Projet de la Balkanisation de la RDC est en marche.

En effet, les informations dignes de foi, portées à notre connaissance, à l'opinion tant nationale qu'internationale, par le RENADHOC/Bandundu signalent la présence des militaires Rwandais aux côtés du général MUSTAFA MUHIKIZA de la 1ère Région militaire/ Province de Bandundu.

Au moment où nous nous réunissons, il y aurait une progression des troupes armées qui se dirigeraient dans les axes suivants:

- a. L'axe Kalembe-Miriki vers Lubero-Butembo;
- b. L'axe Masisi-Walikale pour Walikale;
- c. L'axe Bunia vers Beni;
- d. L'axe Bukavu-Mwenga-Shabunda vers Kindu.

Des Ethiopiens et Erythriens seraient présents dans ces opérations pour renforcer l'action des insurgés dans le but de prendre Kalemie et Kongolo dans la Province du Katanga.

2. La troisième guerre est effective.

Les arguments ci-après justifient cette affirmation:

- Le non retour à Kinshasa du Vice-Président de la RDC et Président du RDC-Goma avec la plupart de membres de sa composante;
- Le combat à Minova et à Bukavu où nous déplorons le massacre de plusieurs personnes civiles innocentes et militaires, la violation flagrante des droits humains, les pillages systématiques des biens, les viols et violences sexuelles faites aux femmes et aux filles mineurs perpétrés par les dissidents de la 8e et 10ème Régions militaires fidèles à Laurent NKUNDA et Jules MUTEBUSI;
- Les contradictions dans les déclarations des autorités politico-administratives et militaires sur l'incident de la prise de l'Aéroport par le Major Claude, Commandant de la Police Militaire / Ville de Goma le Lundi 31/05/2004;
- Les déclarations des motifs non fondés pour justifier la guerre à Bukavu;

- La dénonciation de la présence des militaires Rwandais dans les Provinces du Nord et du Sud-Kivu par la Société Civile sans être entendue ni par les autorités locales, nationales ni par la MONUC;
- Le refuge prématuré des membres du RCD-Goma présents à Kinshasa dans les ambassades et à la MONUC.
- ...

De ce qui précède, les membres de la Société Civile Nord-Kivu exigent:

1. A LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

- D'enterrer leur projet de balkanisation car le Congo-Kinshasa est un et indivisible;
- De faire appliquer, à l'intégralité, le chapitre 7 de la charte des N.U. Si non, accepter la démission pure et simple de la MONUC;
- D'aider les communautés Congolaises à vivre ensemble au lieu de favoriser et soutenir leur division en prétendant protéger les uns au détriment des autres;
- De soutenir toutes les actions de nature à combattre la division, la haine tribale, l'intolérance au sein du peuple congolais.

2. AU GOUVERNEMENT CONGOLAIS

- De prendre ses responsabilités devant la Nation en garantissant la sécurité de la population et leurs biens et sauvegarder l'intégrité territoriale;
- D'exiger le retour immédiat et inconditionnel du Vice-Président RUBERWA et sa suite à Kinshasa pour trouver une solution concertée avec les autres membres du gouvernement de transition surtout que les attributions qui lui sont révolues en sa qualité de Vice-Président chargé des questions politiques défense et sécurité l'exigent;
- De demander au commandant de la 8e Région Militaire Province du Nord-Kivu, de justifier dans un délai relativement court, son silence coupable vis à vis des insurgés et de la prise de l'Aéroport de Goma;
- De punir, d'une manière exemplaire, toute personne impliquée, de près ou de loin, dans cette insurrection.

3. A LA POPULATION CONGOLAISE

- D'être très vigilante et ne pas accepter cette maudite guerre lui imposée par des politiciens et leurs complices;
- De ne pas tomber dans le piège des insurgés quant au faux problème dit de "communautés".

4. AUX EGLISES

- De prendre leurs responsabilités "d'hommes de Dieu" en évitant d'être utilisés par les politiciens ou que ces derniers ne se servent des églises pour leurs sales besoins;
- D'exclure et excommunier (FATWA) tout politicien impliqué dans le massacre de la population, dans la balkanisation de notre pays et dans tout autre acte de nature à causer le malheur, la division, la haine parmi le peuple congolais.

Ainsi fait à Goma, le 3 juin 2004.

Pour la Société Civile / Nord-Kivu.

Jason LUNENO MAENE MADRANDELE
Président